

LA STRATEGIE D'EMPLOI AU MAROC : QUELS RESULTATS ?

Par

Fatiha REGRAGUI

Professeur d'Enseignement Supérieur d'Economie et Gestion à l'Ecole Supérieure de Technologie de Meknès, Département Techniques de Management, Equipe de Recherche en Economie, Gestion & Société (EGS), Université Moulay Ismail.Meknes.

Résumé :

Le présent article étale les réalisations du gouvernement marocain en matière d'emploi. Il s'avère que depuis les années 1980, la crise du chômage s'est aggravée et notamment auprès des jeunes diplômés. Des mesures de résorption de la crise ont été adoptées et jusqu'à nos jours, les responsables économiques marocains déploient des efforts pour créer des postes de travail au profit de la population active marocaine.

Malgré la réduction du taux de chômage, le problème persiste et cela est du à la faiblesse d'offre d'emploi, à l'incompatibilité entre l'offre et la demande et à la lenteur du processus de mutation structurelle de l'économie marocaine.

Mots clés : Emploi ; Maroc ; chômage, stratégie économique, diplômés.

Abstract:

This article sets out the achievements of the Moroccan government in employment. It turns out that since the 1980, the unemployment crisis has worsened, especially among young graduates. Measures

to deal with the crisis have been adopted and until today, Moroccan economic leaders are making efforts to create jobs for the Moroccan working population.

Despite the reduction in the unemployment rate, the problem persists and this is due to the weakness of the job offer, the incompatibility between supply and demand and the slowness of the process of structural change in the Moroccan economy.

Keywords: Employment; Morocco; unemployment; economic strategy; graduates.

Introduction

Depuis toujours, l'emploi a suscité l'intérêt des penseurs économistes. En effet, la théorie de travail a été fondée en premier lieu par les économistes musulmans, c'est le cas d'IBN KHALDOUN qui dans son ouvrage « AL MOQADDIMA » explique les causes de la croissance et de la décadence des nations et les fondements de la valeur travail.

Dans le cadre de la pensée islamique, apparue en l'an 622 de l'ère chrétienne, le travail détermine la valeur et il conditionne le mode de propriété des moyens de production, le mode de production et celui de la répartition de la valeur.

A ce titre, le mode de propriété est dualiste, il est public quand il s'agit des sources de la richesse naturelle et il est privé quand il s'agit des moyens mobiles produits par le travail de l'individu.

Quant au mode de la production, toute production dans le système économique islamique doit être réelle et collective et donc toutes les activités non munies de travail ou de risque sont prohibées par la loi, telles que les activités de spéculation, de monopole, de thésaurisation et d'intérêt.

D'autant plus, la répartition de la valeur se fait selon deux critères : le besoin des démunis de la société et le travail des individus.

La pensée classique à partir de 1750 a confirmé l'importance du travail comme source de la valeur à côté du capital. Toutefois, les économistes classiques ont considéré que le système économique capitaliste est stable (la loi des débouchés de Jean BAPTISTE SAY) et par voie de conséquence, l'équilibre du marché est de plein emploi des facteurs de production.

La crise économique des années 1930 a remis en cause ce raisonnement puisque le monde capitaliste peut souffrir de la crise et malgré le surplus économique, l'équilibre n'est pas atteint. C'est ainsi que John Maynard KEYNES a considéré l'équilibre à l'époque comme un équilibre de sous emploi des facteurs de production.

Le chômage a constitué depuis une véritable problématique et la solution préconisée par KEYNES pour une action via la demande effective s'est vue inflationniste.

Aujourd'hui, même les pays développés endurent la crise du chômage et adoptent des stratégies de régulation qui sont parfois insatisfaisantes.

Au Maroc, à la suite de l'application du programme d'ajustement structurel, au cours de la décennie 1980, la crise du chômage est devenue plus aigüe car les instances internationales, le FMI et la Banque mondiale, ont recommandé aux autorités économiques marocaines la réduction des dépenses publiques par le gel d'emploi, d'investissement et de salaires.

Par conséquent, le peuple s'est manifesté contre la politique restrictive menée par l'Etat et donc les autorités économiques marocaines ont essayé de résoudre le problème en créant le conseil national de la jeunesse qui a établi des études pour détecter l'origine de la crise et il s'est avéré que le problème du chômage est lié à l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

En effet, les entrepreneurs prétextaient que les diplômés existent en abondance, mais ils ne répondent pas à leur besoin vu le manque de compétence.

L'Etat a dû revoir son système de formation qui devait répondre au besoin du marché. Dans ce sens, l'université devait créer de nouvelles filières et réaménager ses programmes. La création des Ecoles Supérieures de Technologie, des Facultés Poly disciplinaires, des Ecoles Nationales de Commerce et de Gestion, était une solution parmi d'autres pour créer des compétences.

La question qui doit se poser aujourd'hui est de savoir si les objectifs escomptés par les responsables marocains sont atteints.

-Est-ce que après tous ces efforts, l'entreprise répond- t- elle au besoin des diplômés et réciproquement ?

-Où sommes- nous de l'équilibre ?

Pour cerner ces questions, nous allons présenter dans un premier axe un aperçu sur l'historique des réalisations des responsables économiques marocains en matière d'emploi dans le cadre de la stratégie

macroéconomique de développement, alors que le deuxième axe sera consacré à l'analyse des résultats.

I- Aperçu historique et réalisations gouvernementales

Il s'avère clair que le problème des diplômés chômeurs au Maroc remonte aux années 1980. En effet, le programme d'ajustement structurel imposé par les institutions financières internationales au Maroc suite à la déclaration de son insolvabilité financière et de son incapacité à rembourser sa dette publique extérieure l'a soumis à l'application d'une politique économique restrictive.

Ainsi, la crise du chômage s'est déclenchée puisque l'Etat n'était capable de créer que 12 000 postes chaque année au lieu de 28 000 postes. Quant au secteur privé, il ne créait que 100 000 au lieu de 200 000 emplois et le taux de chômage de la population active était excessif à hauteur de 18%.

En 1991, les chômeurs diplômés ont créé l'Association des diplômés chômeurs, dont 60% à 70% sont des ressortissants des Facultés des Sciences Juridiques et des sciences humaines contre 20% des ressortissants des Facultés de Sciences.

De son côté, l'Etat a créé le Conseil national de la jeunesse et de l'avenir, ce qui a conduit en 1993 à la promulgation de la première loi sur l'insertion des jeunes diplômés.

Les entreprises qui contribuaient aux stages de formation-insertion en versant un modeste salaire allant de 1600 à 2600 dirhams aux stagiaires bénéficiaient des exonérations de charges.

En 1994, un fonds pour la promotion de l'emploi est instauré pour encourager les jeunes diplômés à créer leur propre entreprise.

En octobre 1997, un programme emploi-formation-jeunes a vu le jour pour recruter 20 000 jeunes diplômés chaque année dans le secteur privé. Les entreprises y participantes bénéficiaient aussi bien des avantages liés aux lois de 1993 et 1994 que d'autres apports tels que le remboursement de la moitié du salaire qui est accordé aux recrutés.

En outre, afin d'alimenter l'intermédiation entre l'entreprise et les candidats, dix Centres d'Information et d'Orientation pour l'emploi (CIOPE) ont été ouverts à l'échelle nationale.

La réforme menée entre 1999 et 2000 dans le cadre de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation reconnaît la nécessité d'amélioration du système de formation pour servir le processus de la croissance économique.

Un nouveau Code du Travail a été adopté le 8 décembre 2003 et il est entré en vigueur le 8 juin 2003.

La loi de travail au Maroc confirme les principes de la Constitution marocaine et les normes internationales telles soulignées par les conventions des Nations unies.

Par ailleurs, les programmes formation – emploi : "Idmaj", "Taehil" et "Moukawalati" représentent les principales actions de la politique volontariste adoptée par l'Etat au sujet de l'emploi.

En faveur des jeunes, deux mesures spéciales de formation -insertion ont été adoptées. C'est bien le cas du Contrat d'Insertion Amélioré (CIAM) et du contrat d'Intégration Professionnelle (CIP). Ainsi, l'année 2011 - 2012 qui représente la 2^{ème} phase d'application du Plan de Développement 2010/2016 a connu la formation de 327.900 stagiaires.

Nous notons que la mesure CIP comprend une formation-intégration étalée sur une période de 6 à 9 mois dans le cadre du programme des contrats d'insertion qui se veut un contrat de droit commun qui débouche sur une indemnité forfaitaire d'intégration attribuée par l'Etat à l'entreprise en contrepartie de sa prise en charge de l'indemnité de stage mensuelle et des charges de formation.

Quant à la formation-intégration, elle comprend un module de formation qui porte sur les aspects comportementaux, une formation technique accordée par un opérateur externe désigné par l'entreprise et une formation professionnelle encadrée au sein de l'entreprise.

De son côté, l'OFPPPT répond à un double besoin, celui des jeunes qui sont à la recherche d'une formation qui débouche sur l'emploi et le besoin des entreprises qui ciblent les ressources qualifiées. Et à partir de 2009, le Maroc a appliqué un programme d'urgence d'éducation et de formation, une enveloppe globale de 34 milliards de dirhams a été consacrée à cette fin.

II- Le Bilan des résultats

Nous pouvons avancer que les résultats de la stratégie d'emploi adoptée par le gouvernement marocain sont mitigés, à la fois positifs et négatifs.

Positifs, car le taux du chômage s'est réduit de 19% à presque 9% entre les années 1980 et les années 2000 malgré le niveau élevé de la croissance démographique.

Négatifs puisque le chômage au Maroc persiste malgré les efforts menés par l'Etat, malgré l'implication des entreprises dans le processus de formation –insertion et malgré le réaménagement du système d'éducation et de formation.

Où réside le problème ?

-Est- ce dans l'insuffisance des mesures adoptées sur les plans institutionnels et règlementaires ?

-Est- ce dans l'incapacité des Etablissements de formation à créer des compétences qui répondent au besoin du marché d'emploi ?

-Est-ce dans la limitation du secteur privé ?

Entre le début de la décennie 2000 et 2013, selon le rapport du HCP, le chômage dans le milieu urbain demeure élevé par rapport au milieu rural qui est marqué par l'emploi saisonnier de sa population active.

Le chômage est aussi élevé chez les femmes malgré les forts exploits institutionnels dont a bénéficié la femme au Maroc. Et à titre de comparaison entre les différentes catégories sociales, le chômage est élevé chez les diplômés et les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Le chômage des diplômés touche plus les diplômés de facultés et les techniciens supérieurs. Alors qu'il touche moins les diplômés de niveau moyen notamment les diplômés de la qualification professionnelle et les diplômés de spécialisation professionnelle.

En matière de création de l'emploi, sur le plan sectoriel, le BTP continue à céder la place au secteur des services, se situe après le secteur de l'agriculture, forêts et pêche, alors que l'industrie y compris l'artisanat se place en dernier lieu.

Ce constat n'a pas changé après 2013. En effet, la dernière note du Haut Commissariat au Plan établie sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi, montre que le nombre de la population active en chômage a diminué en passant entre 2017 et 2018 de 1.216.000 personnes à 1.168.000, soit une diminution de 48.000 personnes, plus exactement 25.000 en milieu urbain et 23.000 en milieu rural.

Par conséquent, le taux de chômage, à l'échelle nationale, a baissé entre les deux années de 10,2% à 9,8%, de 14,7% à 14,2% en milieu urbain et de 4% à 3,5% en milieu rural.

La population en chômage est dominée par les citadins à hauteur de 84,7%, par des hommes à hauteur de 64,9% et par des jeunes âgés entre 15 ans et 29 ans à hauteur de 65,7%. Le chômage frappe plus les jeunes, les femmes et les diplômés. Le taux de chômage est de 26% auprès des jeunes âgés entre 15 ans à 24 ans et de 43,2% auprès des urbains ayant le même âge. Le chômage touche les femmes plus que les hommes et le taux a diminué de 14% à 8,4% entre 2017 et 2018. Et il est plus élevé en milieu urbain.

En effet, le taux de chômage est de 24,3% auprès des femmes et il n'est que de 11,4% auprès des hommes.

Le chômage est dominant chez les diplômés en enregistrant un taux de 3,4% chez les non diplômés et de 17,2% chez les diplômés. A préciser que le taux de chômage est de 14% chez les diplômés de niveau moyen et de 23% chez les diplômés de niveau supérieur. Le chômage est plus élevé chez les diplômés ressortissants des facultés avec un taux de 25,9%, chez les bénéficiaires des certificats de spécialisation professionnelle avec un taux de 24,2%, chez les techniciens et les cadres moyens avec un taux de 23% et chez les diplômés de qualification professionnelle avec un taux de 21,4%.

Entre 2017 et 2018, l'économie marocaine a créé 112.000 postes d'emploi, 91.000 en milieu urbain et 21.000 en milieu rural, contre 86.000 postes en 2016. Le secteur de services a créé 65.000 emplois, le secteur d'agriculture, de forêt et pêche a offert 19.000 postes, le secteur des BTP a créé 15.000 postes, alors que le secteur de l'industrie y compris l'artisanat n'a pu créer que 13.000 postes. Ces résultats s'expliquent par le fait que la structure de l'économie marocaine demande une main d'œuvre sans qualification et donc sans diplôme ou une main d'œuvre moyennement diplômée.

Les personnes à diplômes à niveaux supérieurs à caractères généraliste, théorique et non scientifique arrivent peu ou pas à trouver des postes d'emploi.

Nous pouvons avouer que l'économie marocaine a perdu sa vocation agricole puisque même l'agriculture n'arrive pas à satisfaire le besoin du consommateur local d'où le recours aux importations des produits dont les secteurs d'activités sont considérés créneaux porteurs de l'économie marocaine : le textile et l'agro-alimentaire.

L'économie marocaine est encore loin d'être industrielle car nous recourons toujours à l'importation des produits manufacturiers de l'étranger et nous éprouvons un manque de substituts locaux à l'égard de ces produits.

D'ailleurs, la balance commerciale marocaine est constamment déficitaire vu l'excès et la cherté des importations industrielles, ce qui pèse lourdement sur le budget du consommateur et du producteur à la fois.

Le secteur de services a par contre regagné une bonne position économique et le Maroc se considère un Leader africain en matière des services.

Le Maroc connaît une accentuation des nouveaux services, c'est le cas de la communication et des centres d'appels et selon l'OMC, le Maroc est classé mondialement 29ème exportateur de services et 3ème en Afrique (12 M\$) après l'Egypte (24 M\$) et l'Afrique du sud (14 M\$).

Ce ci est dit, la structure de l'économie marocaine explique la limitation de l'offre d'emploi, une offre qui reste destinée aux jeunes à diplôme de formation technique et moyennement scientifique.

Nous pouvons aussi avouer que l'économie marocaine connaît l'évolution, mais c'est une évolution lente qui ne pourra pas servir l'emploi puisque les effets multiplicateurs attendus de la restructuration des secteurs économiques ne sont pas réalisables et la symbiose sectorielle attendue n'est encore pas achevée.

Conclusion

La gestion de la crise d'emploi est plutôt un processus de mutation et non une simple stratégie occasionnelle à adopter.

Elle doit émaner d'un besoin économique et elle ne doit pas subir la pression des instances internationales ou s'établir selon les recommandations de financement de la dette publique.

Et parce que l'emploi doit servir le développement, nous devons repenser au phénomène avec responsabilité en impliquant tous les acteurs de l'économie et de la société marocaine.

L'approche keynésienne ne pourra pas résoudre le problème d'emploi sans générer des crises inflationnistes et le rôle de l'Etat se voit primordial pour une économie en transition.

Le corollaire, c'est que l'Etat et le secteur privé doivent aller de pair pour réguler le marché de travail et résoudre la crise du chômage.

Bibliographie

-Ahmed Trachen : « Economie politique », Afrique Orient- 1994 ;

-Bahia Amrani, Profession: chômeur, Le Courrier Unesco, septembre 2008, N°9 ;

-Jaques Généreux : « Economie politique », Hachette Supérieur -1993 ;

- Jaques Wolff : « Les pensées économiques des origines à nos jours », Economica -1993 ;

- Omar Elkattani : « Annales des examens d'économie politique », Badr – 1993 ;

- Tableau de bord social du Ministère de l'Economie et des Finances (Directions des Etudes et des Prévisions Financières), juillet 2013 ;

- Rapport du Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique) à partir des résultats de l'enquête nationale sur l'emploi;

-Le dernier rapport du HCP sur la Situation économique en 2018 et ses perspectives pour 2019 ;

-https://www.hcp.ma/Emploi-chomage-activite_r123.html ;

-<https://www.lavieeco.com/news/emploi/marche-du-travail> ;

-https://www.hcp.ma/Emploi-chomage-activite_r123.html.

LA STRATEGIE D'EMPLOI AU MAROC : QUELS RESULTATS ?

Par

Fatiha REGRAGUI

Professeur d'Enseignement Supérieur d'Economie et Gestion à l'Ecole Supérieure de Technologie de Meknès, Département Techniques de Management, Equipe de Recherche en Economie, Gestion & Société (EGS), Université Moulay Ismail.Meknes.

Résumé :

Le présent article étale les réalisations du gouvernement marocain en matière d'emploi. Il s'avère que depuis les années 1980, la crise du chômage s'est aggravée et notamment auprès des jeunes diplômés. Des mesures de résorption de la crise ont été adoptées et jusqu'à nos jours, les responsables économiques marocains déploient des efforts pour créer des postes de travail au profit de la population active marocaine.

Malgré la réduction du taux de chômage, le problème persiste et cela est du à la faiblesse d'offre d'emploi, à l'incompatibilité entre l'offre et la demande et à la lenteur du processus de mutation structurelle de l'économie marocaine.

Mots clés : Emploi ; Maroc ; chômage, stratégie économique, diplômés.

Abstract:

This article sets out the achievements of the Moroccan government in employment. It turns out that since the 1980, the unemployment crisis has worsened, especially among young graduates. Measures

to deal with the crisis have been adopted and until today, Moroccan economic leaders are making efforts to create jobs for the Moroccan working population.

Despite the reduction in the unemployment rate, the problem persists and this is due to the weakness of the job offer, the incompatibility between supply and demand and the slowness of the process of structural change in the Moroccan economy.

Keywords: Employment; Morocco; unemployment; economic strategy; graduates.

Introduction

Depuis toujours, l'emploi a suscité l'intérêt des penseurs économistes. En effet, la théorie de travail a été fondée en premier lieu par les économistes musulmans, c'est le cas d'IBN KHALDOUN qui dans son ouvrage « AL MOQADDIMA » explique les causes de la croissance et de la décadence des nations et les fondements de la valeur travail.

Dans le cadre de la pensée islamique, apparue en l'an 622 de l'ère chrétienne, le travail détermine la valeur et il conditionne le mode de propriété des moyens de production, le mode de production et celui de la répartition de la valeur.

A ce titre, le mode de propriété est dualiste, il est public quand il s'agit des sources de la richesse naturelle et il est privé quand il s'agit des moyens mobiles produits par le travail de l'individu.

Quant au mode de la production, toute production dans le système économique islamique doit être réelle et collective et donc toutes les activités non munies de travail ou de risque sont prohibées par la loi, telles que les activités de spéculation, de monopole, de thésaurisation et d'intérêt.

D'autant plus, la répartition de la valeur se fait selon deux critères : le besoin des démunis de la société et le travail des individus.

La pensée classique à partir de 1750 a confirmé l'importance du travail comme source de la valeur à côté du capital. Toutefois, les économistes classiques ont considéré que le système économique capitaliste est stable (la loi des débouchés de Jean BAPTISTE SAY) et par voie de conséquence, l'équilibre du marché est de plein emploi des facteurs de production.

La crise économique des années 1930 a remis en cause ce raisonnement puisque le monde capitaliste peut souffrir de la crise et malgré le surplus économique, l'équilibre n'est pas atteint. C'est ainsi que John Maynard KEYNES a considéré l'équilibre à l'époque comme un équilibre de sous emploi des facteurs de production.

Le chômage a constitué depuis une véritable problématique et la solution préconisée par KEYNES pour une action via la demande effective s'est vue inflationniste.

Aujourd'hui, même les pays développés endurent la crise du chômage et adoptent des stratégies de régulation qui sont parfois insatisfaisantes.

Au Maroc, à la suite de l'application du programme d'ajustement structurel, au cours de la décennie 1980, la crise du chômage est devenue plus aigüe car les instances internationales, le FMI et la Banque mondiale, ont recommandé aux autorités économiques marocaines la réduction des dépenses publiques par le gel d'emploi, d'investissement et de salaires.

Par conséquent, le peuple s'est manifesté contre la politique restrictive menée par l'Etat et donc les autorités économiques marocaines ont essayé de résoudre le problème en créant le conseil national de la jeunesse qui a établi des études pour détecter l'origine de la crise et il s'est avéré que le problème du chômage est lié à l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

En effet, les entrepreneurs prétextaient que les diplômés existent en abondance, mais ils ne répondent pas à leur besoin vu le manque de compétence.

L'Etat a dû revoir son système de formation qui devait répondre au besoin du marché. Dans ce sens, l'université devait créer de nouvelles filières et réaménager ses programmes. La création des Ecoles Supérieures de Technologie, des Facultés Poly disciplinaires, des Ecoles Nationales de Commerce et de Gestion, était une solution parmi d'autres pour créer des compétences.

La question qui doit se poser aujourd'hui est de savoir si les objectifs escomptés par les responsables marocains sont atteints.

-Est-ce que après tous ces efforts, l'entreprise répond- t- elle au besoin des diplômés et réciproquement ?

-Où sommes- nous de l'équilibre ?

Pour cerner ces questions, nous allons présenter dans un premier axe un aperçu sur l'historique des réalisations des responsables économiques marocains en matière d'emploi dans le cadre de la stratégie

macroéconomique de développement, alors que le deuxième axe sera consacré à l'analyse des résultats.

I- Aperçu historique et réalisations gouvernementales

Il s'avère clair que le problème des diplômés chômeurs au Maroc remonte aux années 1980. En effet, le programme d'ajustement structurel imposé par les institutions financières internationales au Maroc suite à la déclaration de son insolvabilité financière et de son incapacité à rembourser sa dette publique extérieure l'a soumis à l'application d'une politique économique restrictive.

Ainsi, la crise du chômage s'est déclenchée puisque l'Etat n'était capable de créer que 12 000 postes chaque année au lieu de 28 000 postes. Quant au secteur privé, il ne créait que 100 000 au lieu de 200 000 emplois et le taux de chômage de la population active était excessif à hauteur de 18%.

En 1991, les chômeurs diplômés ont créé l'Association des diplômés chômeurs, dont 60% à 70% sont des ressortissants des Facultés des Sciences Juridiques et des sciences humaines contre 20% des ressortissants des Facultés de Sciences.

De son côté, l'Etat a créé le Conseil national de la jeunesse et de l'avenir, ce qui a conduit en 1993 à la promulgation de la première loi sur l'insertion des jeunes diplômés.

Les entreprises qui contribuaient aux stages de formation-insertion en versant un modeste salaire allant de 1600 à 2600 dirhams aux stagiaires bénéficiaient des exonérations de charges.

En 1994, un fonds pour la promotion de l'emploi est instauré pour encourager les jeunes diplômés à créer leur propre entreprise.

En octobre 1997, un programme emploi-formation-jeunes a vu le jour pour recruter 20 000 jeunes diplômés chaque année dans le secteur privé. Les entreprises y participantes bénéficiaient aussi bien des avantages liés aux lois de 1993 et 1994 que d'autres apports tels que le remboursement de la moitié du salaire qui est accordé aux recrutés.

En outre, afin d'alimenter l'intermédiation entre l'entreprise et les candidats, dix Centres d'Information et d'Orientation pour l'emploi (CIOPE) ont été ouverts à l'échelle nationale.

La réforme menée entre 1999 et 2000 dans le cadre de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation reconnaît la nécessité d'amélioration du système de formation pour servir le processus de la croissance économique.

Un nouveau Code du Travail a été adopté le 8 décembre 2003 et il est entré en vigueur le 8 juin 2003.

La loi de travail au Maroc confirme les principes de la Constitution marocaine et les normes internationales telles soulignées par les conventions des Nations unies.

Par ailleurs, les programmes formation – emploi : "Idmaj", "Taehil" et "Moukawalati" représentent les principales actions de la politique volontariste adoptée par l'Etat au sujet de l'emploi.

En faveur des jeunes, deux mesures spéciales de formation -insertion ont été adoptées. C'est bien le cas du Contrat d'Insertion Amélioré (CIAM) et du contrat d'Intégration Professionnelle (CIP). Ainsi, l'année 2011 - 2012 qui représente la 2^{ème} phase d'application du Plan de Développement 2010/2016 a connu la formation de 327.900 stagiaires.

Nous notons que la mesure CIP comprend une formation-intégration étalée sur une période de 6 à 9 mois dans le cadre du programme des contrats d'insertion qui se veut un contrat de droit commun qui débouche sur une indemnité forfaitaire d'intégration attribuée par l'Etat à l'entreprise en contrepartie de sa prise en charge de l'indemnité de stage mensuelle et des charges de formation.

Quant à la formation-intégration, elle comprend un module de formation qui porte sur les aspects comportementaux, une formation technique accordée par un opérateur externe désigné par l'entreprise et une formation professionnelle encadrée au sein de l'entreprise.

De son côté, l'OFPPPT répond à un double besoin, celui des jeunes qui sont à la recherche d'une formation qui débouche sur l'emploi et le besoin des entreprises qui ciblent les ressources qualifiées. Et à partir de 2009, le Maroc a appliqué un programme d'urgence d'éducation et de formation, une enveloppe globale de 34 milliards de dirhams a été consacrée à cette fin.

II- Le Bilan des résultats

Nous pouvons avancer que les résultats de la stratégie d'emploi adoptée par le gouvernement marocain sont mitigés, à la fois positifs et négatifs.

Positifs, car le taux du chômage s'est réduit de 19% à presque 9% entre les années 1980 et les années 2000 malgré le niveau élevé de la croissance démographique.

Négatifs puisque le chômage au Maroc persiste malgré les efforts menés par l'Etat, malgré l'implication des entreprises dans le processus de formation –insertion et malgré le réaménagement du système d'éducation et de formation.

Où réside le problème ?

-Est- ce dans l'insuffisance des mesures adoptées sur les plans institutionnels et règlementaires ?

-Est- ce dans l'incapacité des Etablissements de formation à créer des compétences qui répondent au besoin du marché d'emploi ?

-Est-ce dans la limitation du secteur privé ?

Entre le début de la décennie 2000 et 2013, selon le rapport du HCP, le chômage dans le milieu urbain demeure élevé par rapport au milieu rural qui est marqué par l'emploi saisonnier de sa population active.

Le chômage est aussi élevé chez les femmes malgré les forts exploits institutionnels dont a bénéficié la femme au Maroc. Et à titre de comparaison entre les différentes catégories sociales, le chômage est élevé chez les diplômés et les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Le chômage des diplômés touche plus les diplômés de facultés et les techniciens supérieurs. Alors qu'il touche moins les diplômés de niveau moyen notamment les diplômés de la qualification professionnelle et les diplômés de spécialisation professionnelle.

En matière de création de l'emploi, sur le plan sectoriel, le BTP continue à céder la place au secteur des services, se situe après le secteur de l'agriculture, forêts et pêche, alors que l'industrie y compris l'artisanat se place en dernier lieu.

Ce constat n'a pas changé après 2013. En effet, la dernière note du Haut Commissariat au Plan établie sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi, montre que le nombre de la population active en chômage a diminué en passant entre 2017 et 2018 de 1.216.000 personnes à 1.168.000, soit une diminution de 48.000 personnes, plus exactement 25.000 en milieu urbain et 23.000 en milieu rural.

Par conséquent, le taux de chômage, à l'échelle nationale, a baissé entre les deux années de 10,2% à 9,8%, de 14,7% à 14,2% en milieu urbain et de 4% à 3,5% en milieu rural.

La population en chômage est dominée par les citadins à hauteur de 84,7%, par des hommes à hauteur de 64,9% et par des jeunes âgés entre 15 ans et 29 ans à hauteur de 65,7%. Le chômage frappe plus les jeunes, les femmes et les diplômés. Le taux de chômage est de 26% auprès des jeunes âgés entre 15 ans à 24 ans et de 43,2% auprès des urbains ayant le même âge. Le chômage touche les femmes plus que les hommes et le taux a diminué de 14% à 8,4% entre 2017 et 2018. Et il est plus élevé en milieu urbain.

En effet, le taux de chômage est de 24,3% auprès des femmes et il n'est que de 11,4% auprès des hommes.

Le chômage est dominant chez les diplômés en enregistrant un taux de 3,4% chez les non diplômés et de 17,2% chez les diplômés. A préciser que le taux de chômage est de 14% chez les diplômés de niveau moyen et de 23% chez les diplômés de niveau supérieur. Le chômage est plus élevé chez les diplômés ressortissants des facultés avec un taux de 25,9%, chez les bénéficiaires des certificats de spécialisation professionnelle avec un taux de 24,2%, chez les techniciens et les cadres moyens avec un taux de 23% et chez les diplômés de qualification professionnelle avec un taux de 21,4%.

Entre 2017 et 2018, l'économie marocaine a créé 112.000 postes d'emploi, 91.000 en milieu urbain et 21.000 en milieu rural, contre 86.000 postes en 2016. Le secteur de services a créé 65.000 emplois, le secteur d'agriculture, de forêt et pêche a offert 19.000 postes, le secteur des BTP a créé 15.000 postes, alors que le secteur de l'industrie y compris l'artisanat n'a pu créer que 13.000 postes. Ces résultats s'expliquent par le fait que la structure de l'économie marocaine demande une main d'œuvre sans qualification et donc sans diplôme ou une main d'œuvre moyennement diplômée.

Les personnes à diplômes à niveaux supérieurs à caractères généraliste, théorique et non scientifique arrivent peu ou pas à trouver des postes d'emploi.

Nous pouvons avouer que l'économie marocaine a perdu sa vocation agricole puisque même l'agriculture n'arrive pas à satisfaire le besoin du consommateur local d'où le recours aux importations des produits dont les secteurs d'activités sont considérés créneaux porteurs de l'économie marocaine : le textile et l'agro-alimentaire.

L'économie marocaine est encore loin d'être industrielle car nous recourons toujours à l'importation des produits manufacturiers de l'étranger et nous éprouvons un manque de substituts locaux à l'égard de ces produits.

D'ailleurs, la balance commerciale marocaine est constamment déficitaire vu l'excès et la cherté des importations industrielles, ce qui pèse lourdement sur le budget du consommateur et du producteur à la fois.

Le secteur de services a par contre regagné une bonne position économique et le Maroc se considère un Leader africain en matière des services.

Le Maroc connaît une accentuation des nouveaux services, c'est le cas de la communication et des centres d'appels et selon l'OMC, le Maroc est classé mondialement 29ème exportateur de services et 3ème en Afrique (12 M\$) après l'Egypte (24 M\$) et l'Afrique du sud (14 M\$).

Ce ci est dit, la structure de l'économie marocaine explique la limitation de l'offre d'emploi, une offre qui reste destinée aux jeunes à diplôme de formation technique et moyennement scientifique.

Nous pouvons aussi avouer que l'économie marocaine connaît l'évolution, mais c'est une évolution lente qui ne pourra pas servir l'emploi puisque les effets multiplicateurs attendus de la restructuration des secteurs économiques ne sont pas réalisables et la symbiose sectorielle attendue n'est encore pas achevée.

Conclusion

La gestion de la crise d'emploi est plutôt un processus de mutation et non une simple stratégie occasionnelle à adopter.

Elle doit émaner d'un besoin économique et elle ne doit pas subir la pression des instances internationales ou s'établir selon les recommandations de financement de la dette publique.

Et parce que l'emploi doit servir le développement, nous devons repenser au phénomène avec responsabilité en impliquant tous les acteurs de l'économie et de la société marocaine.

L'approche keynésienne ne pourra pas résoudre le problème d'emploi sans générer des crises inflationnistes et le rôle de l'Etat se voit primordial pour une économie en transition.

Le corollaire, c'est que l'Etat et le secteur privé doivent aller de pair pour réguler le marché de travail et résoudre la crise du chômage.

Bibliographie

-Ahmed Trachen : « Economie politique », Afrique Orient- 1994 ;

-Bahia Amrani, Profession: chômeur, Le Courrier Unesco, septembre 2008, N°9 ;

-Jaques Généreux : « Economie politique », Hachette Supérieur -1993 ;

- Jaques Wolff : « Les pensées économiques des origines à nos jours », Economica -1993 ;

- Omar Elkattani : « Annales des examens d'économie politique », Badr – 1993 ;

- Tableau de bord social du Ministère de l'Economie et des Finances (Directions des Etudes et des Prévisions Financières), juillet 2013 ;

- Rapport du Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique) à partir des résultats de l'enquête nationale sur l'emploi;

-Le dernier rapport du HCP sur la Situation économique en 2018 et ses perspectives pour 2019 ;

-https://www.hcp.ma/Emploi-chomage-activite_r123.html ;

-<https://www.lavieeco.com/news/emploi/marche-du-travail> ;

-https://www.hcp.ma/Emploi-chomage-activite_r123.html.